



Dossier financier 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels <i>Exercice clos au 31 décembre 2021</i>	pages 3 à 6
Comptes annuels au 31 décembre 2021 <ul style="list-style-type: none">- Bilan actif-passif- Compte de résultat- Annexe	pages 7 à 24 pages 8 et 9 pages 10 et 11 pages 12 à 24
Rapport spécial du commissaire aux comptes	pages 25 à 26
Rapport du trésorier	page 28
Budget prévisionnel 2022	pages 30 à 31

La Présidente
Judith DOSSEMONT

Le Trésorier
Didier BERTRAND

ADIL 13
Association loi de 1901
Siège social : 15, Avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE
SIRET : 444 149 645

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2021



Groupe Trial Marseille Provence
2 rue Odette JASSE
13015 MARSEILLE
Inscrite à la CRCC d'Aix-Marseille
Sous le numéro 4100088664

Mme Annie MARTINEZ
Associée
Inscrite à la CRCC d'Aix-Marseille
Sous le numéro 6001098

ADIL 13
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATIONS SUR LE LOGEMENT
Siège social : 15, Avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE

SIREN : 444 149 645

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2021

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ADIL 13 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ADIL 13 à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 jusqu'à la date d'émission de notre rapport

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir.

Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral, le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'ADIL13 à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 12 mai 2022

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 16 juin 2022
Le Commissaire aux comptes
Groupe Trial Marseille Provence
Annie MARTINEZ

Signé électroniquement le 16/06/2022 par
Annie Martinez



Comptes annuels au 31 décembre 2021

AM

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	106 932	99 569	7 363	13 281	5 918	44.56
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	1 411 924	315 288	1 096 636	1 171 894	75 257	6.42
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	268 508	181 454	87 054	53 801	33 253	61.81
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes				14 348	14 348	100.00
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	3 210		3 210	2 010	1 200	59.70
	Total I	1 790 574	596 311	1 194 264	1 255 333	61 070	4.86
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	84 862	70 887	13 975	12 659	1 316	10.39
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	327 287	50 000	277 287	232 665	44 622	19.18
	Valeurs mobilières de placement	150 000		150 000	150 000		
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 541 280		1 541 280	1 413 432	127 848	9.05
	Charges constatées d'avance (2)	19 841		19 841	26 646	6 805	25.54
	Total II	2 123 270	120 887	2 002 383	1 835 403	166 980	9.10
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		3 913 844	717 198	3 196 647	3 090 736	105 911	3.43

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2021 12	Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 069 737	1 069 737		
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	652 670	501 952	150 718	30.03
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	102 529	150 718	48 189	31.97
	Situation nette (sous total)	1 824 936	1 722 407	102 529	5.95
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	1 824 936	1 722 407	102 529	5.95
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	61 667		61 667	
	Total II	61 667		61 667	
PROVISIONS	Provisions pour risques	15 347	23 700	8 353	35.25
	Provisions pour charges				
	Total III	15 347	23 700	8 353	35.25
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	969 770	1 050 132	80 362	7.65
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	58 783	47 946	10 837	22.60
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	263 457	243 825	19 632	8.05
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	2 687	2 726	40	1.45
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance				
	Total IV	1 294 697	1 344 629	49 932	3.71
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 196 647	3 090 736	105 911	3.43

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

1 294 697 1 344 629

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2021 12	31/12/2020 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	24 132	17 911	6 221	34.73
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	2 002 429	1 816 168	186 261	10.26
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	27 968	4 268	23 700	555.30
Utilisations des fonds dédiés		25 000	25 000	100.00
Autres produits	36 443	36 750	307	0.84
Total I	2 090 972	1 900 097	190 875	10.05
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	363 278	319 137	44 140	13.83
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	92 313	83 467	8 846	10.60
Salaires et traitements	814 533	751 336	63 197	8.41
Charges sociales	446 038	403 275	42 763	10.60
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	124 527	102 901	21 627	21.02
Dotations aux provisions	65 347	70 887	5 540	7.82
Reports en fonds dédiés	61 667		61 667	
Autres charges				
Total II	1 967 702	1 731 003	236 699	13.67
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	123 269	169 094	45 824	27.10

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférents à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III						
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées	14 844		16 001		1 157	7.23
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV	14 844		16 001		1 157	7.23
2. Résultat financier (III-IV)	14 844		16 001		1 157	7.23
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	108 426		153 093		44 667	29.18
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital	3 794				3 794	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V	3 794				3 794	
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion			999		999	100.00
Sur opérations en capital	9 690		1 375		8 315	604.61
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI	9 690		2 374		7 316	308.14
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	5 896		2 374		3 522	148.35
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	2 094 766		1 900 097		194 668	10.25
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 992 236		1 749 379		242 857	13.88
5. EXCEDENT OU DEFICIT	102 529		150 718		48 189	31.97

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

* Concernant la mission socle de conseil juridique :

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire ; les comptes 2021 de l'ADIL13 confirme un retour progressif à la normale de l'activité à un niveau légèrement inférieur aux prévisions budgétaires :

- L'ADIL 13 assure à hauteur de 90% la tenue de ses permanences sur les 40 lieux d'accueil du département,
- Les formations issues du calendrier de formation sont maintenues à hauteur de 75 % elles se tiennent majoritairement en présentiel,
- L'annulation des principaux salons de l'immobilier explique la non consommation des lignes budgétaires prévues à cet effet.

* Concernant les missions spécifiques :

L'année 2021 a été marquée par la mise en œuvre de trois nouvelles actions prévues au BP 2021 :

- Le numéro unique dédié à la rénovation Énergétique " Allo Rénov'énergie " ; dispositif pour lequel l'Adil assure l'accueil téléphonique des usagers en marque blanche, afin de les router vers les opérateurs énergie du service public de la rénovation,
- Le Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique - programme SARE - service pour lequel les conseillers juristes de l'ADIL renseigne les particuliers sur les questions juridiques et financières de la rénovation.
- L'observatoire des charges de copropriété.

L'ADIL13 a par ailleurs été missionnée par l'Etat et la Métropole AMP dans le courant du 2eme semestre 2021 pour mettre en œuvre des actions ou études non initialement prévue au Budget Prévisionnel. L'ADIL a dû s'adapter pour répondre à ces sollicitations.

10 actions spécifiques sont conduites par l'ADIL13 en 2021.

L'impact budgétaire de celles-ci est aujourd'hui non négligeable (35% du volume d'activité). L'ADIL intègre désormais dans ses prévisions budgétaires le risque induit par le poids croissant des actions spécifiques car leur durée de vie parfois variables ainsi que les financements aléatoires qui y sont attachés sont autant de contraintes devant être anticipées notamment en termes de gestion des ressources humaines.

Ainsi même si la mise en œuvre des actions repose presque intégralement sur les collaborateurs de l'ADIL pour des raisons évidentes de qualifications et d'expertises sur les thématiques investies, il est désormais acquis que l'ADIL externalise une partie de la charge de travail quand celle-ci relève de tâches chronophage ou nécessitant une moindre qualification ; l'ADIL a de ce fait recours en 2021 à du personnel intérimaire en appui de l'équipe juridique pour assurer l'accueil téléphonique des usagers en marque blanche sur la ligne allo rénovation. Ce choix de gestion impacte fort logiquement les lignes de dépenses relatives aux prestations externes et notamment celles relatives à la rémunération de personnel intérimaires dans des proportions supérieures aux prévisions budgétaires ; l'intérim ayant été préféré au recrutement en contrat précaire.

Les faits marquants de l'exercice écoulé ainsi que les principaux faits intervenus depuis la clôture de l'exercice sont relatés dans le rapport d'activité. Nous précisons toutefois pour une bonne lecture des comptes que :

I - Evolution des recettes et des dépenses entre 2020 et 2021 :

a) Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement de l'ADIL13 en progression de 11.72% (hors fonds dédiés), comprennent les subventions de fonctionnement, les participations des adhérents ainsi que les recettes liées à l'activité formation, ils sont supérieurs de près de 85 000 € aux prévisions budgétaires

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

et s'établissent à 2 094 765 € en 2021, sur ce montant :

1- Les recettes qui émanent des cotisations et subventions perçues au sein du collège 1 s'établissent à 268 824 € et progressent de 3.16% par rapport à l'exercice 2020 ; plusieurs raisons à cela :

o D'une part l'ADIL a sollicité comme en 2019 des financements de la CGLLS sur son volet étude pour 5 000 € ;

o Il est par ailleurs à noter une augmentation de 3 117 € de la subvention attribuée par Action Logement du fait des nouvelles règles de répartition de l'enveloppe nationale.

2- Les cotisations perçues au sein du collège 2 sont stables à hauteur de 1617 €.

3- Les recettes qui émanent des subventions perçues au sein du collège 3 sont en progression de 11.19% à hauteur de 1 768 430 € en 2021 contre 1 590 398 € en 2020. Soit une augmentation de 178 000 € justifiée par :

o Une évolution à la hausse de 45 000 € des subventions allouées à part égale par l'Etat, le Conseil Départemental et la ville de Marseille, pour financer sur une année pleine le déploiement de l'action de prévention des expulsions locative sur le 1er, 2ème, 3ème, 4ème et 14ème arrondissement Marseillais,

o Des financements nouveaux alloués dans le cadre du service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) pour conduire :

" L'action d'Information juridique et financière des usagers par les conseillers de l'ADIL dans le cadre du programme SARE. Cette action est financée en 2021 à hauteur de 17 403 € par la DGA stratégie environnementale de la Métropole AMP,

" L'action relative à l'Accueil téléphonique des usagers, réalisée par l'ADIL13 " en marque blanche " dans le cadre du numéro unique de la rénovation énergétique est pour sa part financée à hauteur de 28 000 € par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Par ailleurs, deux conventions non prévues au BP 2021, sont à l'origine d'une évolution des recettes de l'ADIL en 2021 :

o La signature d'un avenant à la convention 2021 avec la Métropole AMP, dans le cadre de l'AMI Logement d'Abord, prévoit un financement à hauteur de 40 000 € :

" Pour la réalisation d'une étude sur les freins au glissement des baux,

" Ainsi que des actions de communication destinées à sensibiliser les bailleurs, les syndicats et leurs fédérations pour faciliter la captation de logements auprès des bailleurs privés.

o L'ADIL a été retenue par la DIHAL pour la mission PEX " sortie de crise ", cette action est financée à hauteur de 50 000 € en 2021 pour le recrutement d'un chargé de mission sortie de crise prévention des expulsions locatives.

4- Le chiffre d'affaires relatif aux prestations de services ainsi qu'à l'activité formation présente une nette progression de 35% à hauteur de 24 132 € en 2021 contre 17 911 € en 2020.

b) Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement (avant engagements à réaliser) sont en progression de 10.36 % par rapport à l'exercice comptable 2020 ; elles s'établissent à 1 930 569 €.

Les engagements à réaliser sur subventions attribuées s'élèvent à 61 667 €, sur ce montant :

- 20 000 € correspondent aux dépenses à engager pour la réalisation d'une étude sur les freins au glissement des baux démarrée en 2021 (soit deux tiers de la subvention allouée par la métropole AMP en 2021)

- 41 667 € correspondent aux dépenses à engager pour conduire la mission sortie de crise prévention des expulsions locatives (soit dix douzième de la subvention allouée par la DIHAL en 2021),

Le total des charges (après engagement à réaliser) s'élève à 1 992 236 €.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Sur ce total :

Les autres charges de fonctionnement (achats et services extérieurs) représentent 363 278 € soit 18.23 % des charges totales. Elles sont globalement en progression de 13.83 % par rapport à l'exercice 2020. Sur ce montant :

- 1- Le poste achats représente 16 079 €, il est en recul de 8.7% par rapport à l'exercice 2020,
- 2- Le postes de dépenses relatifs aux services extérieurs progresse de 9.42% à hauteur de 249 741 €.

La sollicitation accrue des prestataires externes que ce soit sur le volet communication ou en appui des collaborateurs du pôle études sur la phase de traitement des données de l'action relative à l'observatoire local des loyers du parc privé est à l'origine d'une évolution à la hausse de 8 900 € de cette ligne de dépenses ; cette évolution reste cependant en deçà de l'évolution prévue au BP 2021.

Par ailleurs l'ADIL a procédé dans le courant de l'exercice 2021 à la location de place de parking complémentaires pour faciliter le stationnement des collaborateurs et partenaires pour un budget supplémentaire de 5 868 € en 2021.

Les autres lignes budgétaires de ce poste de dépense restent stables.

- 3- Le poste de dépenses relatif aux autres services extérieurs s'élève à 97 455 € à fin 2021, il présente une augmentation de 33% (soit 24 000 €) par rapport à 2020.

Le retour progressif à la normale de l'activité est à l'origine d'une évolution des frais de déplacement, de téléphonie et de mission. Par ailleurs le recours à du personnel intérimaire notamment sur les activités en lien avec le service public de la performance énergétique a généré une augmentation de 16 741 € des dépenses de prestations externes.

- 4- La fiscalité (taxe sur les salaires et participation à la formation professionnelle continue) représente 92 313 € soit 4.81 % des charges totales. Ce poste progresse de 10.60 % en cohérence avec l'évolution à la hausse des ETP et par conséquent de la masse salariale.

- 5- Les charges de personnel (salaires et charges sociales) représentent 1 260 571 €, soit 65.82 % des charges totales. Ce poste de dépenses affiche une progression de 9.18% soit 105 960 € entre 2020 et 2021. Cette augmentation des charges de personnel s'explique par le recrutement de deux collaborateurs tel que prévu au BP 2021 afin de renforcer l'équipe du pôle juridique. Ceci porte les effectifs de l'ADIL13 à 19.76 ETP en 2021 contre 18.28 en 2020.

- 6- Les dotations aux amortissements en progression de 21.02% s'établissent à 124 527 € en 2021 contre 102 901 € en 2020.

- 7- Le poste dotations aux provisions s'établit à 65 347 € en 2021

II - Evolution budgétaire par secteur d'activité :

Impulsée en 2014, la réorganisation interne de l'ADIL13 a consisté à rendre plus lisible son action plurielle par la ventilation de celle-ci en trois principaux pôles d'activité (Juridique, Etudes et Formation professionnelle) ; Pour rappel les charges indirectes sont réparties extra comptablement entre les différentes missions constituant les pôles d'activité de l'ADIL13 en cohérence avec leur pourcentage d'activité lequel est fonction du nombre d'ETP mobilisé (la principale clé de répartition est le nombre d'équivalent temps plein affecté à la mission).

- a) Pôle Administration / Conseil Juridique.

Un budget de dépenses de 1 622 383 € (dont 41 667 € d'engagement à réaliser) est mobilisé en 2021 pour conduire les actions du Pôle Conseil Juridique qui représente 82.45% du volume d'activité de la structure contre 79.04 % en 2020. Les dépenses de ce pôle d'activité progressent de 17.53 %. Il mobilise 16.29 ETP en 2021 contre 14.45 en 2020 réparti de la façon suivante :

- 12.97 sur la mission socle de conseil,
- 0.78 sur la mission LHI,
- 1.16 sur la mission PEL,
- 1.38 sur les nouvelles actions conduites par l'ADIL13 en 2021 dans le cadre du service

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

public de la performance énergétique de l'habitat.

Ce pôle d'activité affiche un résultat excédentaire de 128 081 € en raison d'un budget présence sur les salons de l'immobilier et communication non utilisé ; ainsi que de recrutements prévus au BP et échelonnés dans l'année voire différés.

b) Pôle Etudes :

Un budget de 346 877 € de dépenses (dont 20 000 € d'engagement à réaliser) est mobilisé en 2021 pour conduire les actions du Pôle Etudes. Avec un volume d'activité 16.10 % contre 19.15 % en 2020 ce pôle d'activité est quasiment calibré, en témoigne les effectifs mobilisés à hauteur de 3.18 ETP en 2021 contre 3.5 en 2020 répartis de la manière suivante :

- 0.92 ETP mobilisés sur la réalisation des études métropolitaines,
- 1.33 ETP mobilisés pour conduire l'observatoire des loyers et de l'habitat,
- 0.80 ETP mobilisés sur la mission d'accompagnement à la mise en œuvre du PDALHPD,
- 0.13 ETP sont mobilisés pour poser les bases de l'observatoire des charges de copropriété ; nouvelle action démarrer en 2021.

Le pôle études affiche une situation quasi équilibrée sur l'ensemble des missions, excepté sur la mission des études métropolitaines qui affichent un déficit de 18 121 € en 2021.

c) Pôle Formation / prestations de services

Avec un Chiffre d'affaires de 18 500 € l'activité formation affiche une nette progression de 40.63 % entre 2020 et 2021 ; cette action représente 1.46 % du volume d'activité de l'ADIL13 et mobilise 0,29 ETP en 2021 contre 0.33 en 2020. Les dépenses de fonctionnement maîtrisées s'établissent à 22 976 € et le déficit en net recul s'établit à 4 476 € en 2021.

Conséquences de l'événement Covid-19 : IMPACT NON SIGNIFICATIF

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Etant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	113 278		1 950
Constructions sur sol propre	883 339		
Installations générales agencements aménagements des constructions	526 315		2 271
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	397		
Installations générales agencements aménagements divers	0		
Matériel de transport	16 270		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	281 340		72 385
Avances et acomptes	14 348		
TOTAL	1 722 008		74 655
Prêts, autres immobilisations financières	2 010		1 200
TOTAL	2 010		1 200
TOTAL GENERAL	1 837 296		77 805

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		8 296	106 932	106 932
Constructions sur sol propre			883 339	883 339
Installations générales agencements aménagements constr.			528 585	528 585
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			397	397
Installations générales agencements aménagements divers			0	0
Matériel de transport			16 270	16 270
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		101 883	251 841	251 841
Avances et acomptes		14 348		
TOTAL		116 231	1 680 432	1 680 432
Prêts, autres immobilisations financières			3 210	3 210
TOTAL			3 210	3 210
TOTAL GENERAL		124 527	1 790 574	1 790 574

Les investissements bruts effectués au cours de l'exercice 2021 s'élèvent à 77 805 € et correspondent pour l'essentiel :

- à 1 200 € de dépôt de garantie pour la location de places de parkings,
- au remplacement d'un climatiseur pour un montant de 2 272 €,
- Au renouvellement du parc informatique pour un montant de 47 827 € ; correspondant à 20 ordinateurs portables équipés de station d'accueil dont l'ADIL s'est dotée afin de favoriser le travail distant et nomade de l'ensemble de sES collaborateurs,
- 12 725 € ont été investis pour remplacer le serveur informatique mis hors services à la suite d'un sinistre électrique,
- 11 831 € ont été engagés pour permettre l'évolution du système de téléphonie actuel de l'ADIL13 vers un serveur vocal interactif,
- Enfin 1 950 € ont été déboursés dans le but de finaliser le développement de l'application web destinée à optimiser la gestion partagée de l'activité relative au numéro unique de la rénovation énergétique.

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	99 997	7 868	8 296	99 569
Constructions sur sol propre	137 725	44 644		182 369
Installations générales agencements aménagements constr.	100 035	32 884		132 919
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	397			397
Matériel de transport	16 270			16 270
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	227 539	39 131	101 883	164 788
TOTAL	481 966	116 659	101 883	496 742
TOTAL GENERAL	581 962	124 527	110 179	596 311

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	7 868				
Constructions sur sol propre	44 644				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	32 884				
Matériel de bureau informatique mobilier	39 131				
TOTAL	116 659				
TOTAL GENERAL	124 527				

Fonds Dédiés :

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés:

- En charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectées », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture
- En produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation METROPOLE AMP ETUDE AVT2 DIHAL MISSION PEX		61 667				61 667	
		20 000				20 000	
		41 667				41 667	
TOTAL		61 667				61 667	

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges	23 700		23 700		
Autres provisions pour risques et charges		15 347			15 347
TOTAL	23 700	15 347	23 700		15 347

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	70 887				70 887
Autres provisions pour dépréciation		50 000			50 000
TOTAL	70 887	50 000			120 887
TOTAL GENERAL	94 587	65 347	23 700		136 234
Dont dotations et reprises d'exploitation		127 014	23 700		

Le poste dotations aux provisions s'établit à 65 347 € en 2021, qu se justifie par :

- la constitution d'une provision pour risque de non-versement de tout ou partie de deux subventions :
 - * 10 000 € correspondant au montant de la subvention mentionnée dans la convention signée avec l'Etat pour co-financer l'observatoire des charges de copropriété,
 - * 5 347 € correspondant au risque de non-paiement d'une partie de la subvention allouée par la métropole AMP (DGA Stratégie / environnementale) pour financer l'action SARE, et ce en raison de l'atteinte partielle des objectifs fixés pour la réalisation des actes prévus à la convention 2021.
- Les montants de deux subventions non perçues ont été placées en créance douteuses :
 - * 20 000 € relatif à la convention LHI signée en 2020 avec la Ville de Marseille,
 - * 30 000 € prévu à la convention signée entre la Métropole et l'ADIL en 2019 pour financer la réalisation de l'étude peuplement du pays salonais (CT3).

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	3 210	3 210	
Clients douteux ou litigieux	70 887	70 887	
Autres créances clients	13 975	13 975	
Personnel et comptes rattachés	334	334	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 262	1 262	
Débiteurs divers	325 691	325 691	
Charges constatées d'avance	19 841	19 841	
TOTAL	435 200	435 200	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	969 770	81 361	339 573	548 836
Fournisseurs et comptes rattachés	58 783	58 783		
Personnel et comptes rattachés	63 775	63 775		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	182 235	182 235		
Autres impôts taxes et assimilés	17 448	17 448		
Autres dettes	2 687	2 687		
TOTAL	1 294 697	406 288	339 573	548 836
Emprunts remboursés en cours d'exercice	80 362			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	327 287
Total	327 287

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Détail des produits à recevoir

	Montant
FOURNISSEURS	1 080
AVANCE NOTE DE FRAIS	335
IJSS	1 262
ERILIA	1 545
HMP	1 545
SACOGIVA	3 090
SEMIVIM	1 545
FACONEO	1 545
UNIS	1 545
FFB	773
BARREAU D4AIX EN PROVENCE	3 090
SEMEPA	1 545
CREDIT AGRICOLE	1 545
COMPAGNONS BATISSEURS	77
CLCV	154
CGL	154
ESFS	77
UFC QUE CHOISIR MARSEILLE	77
UFC QUE CHOISIRMARTIGUES	77
ADAI13	77
ARS	154
UDCCAS	77
CONSEIL DEPARTEMENTAL 13	28 000
ETAT	25 000
CAF13	18 600
CHATEAURENARD	3 152
VILLE DE MARSEILLE	50 000
METROPOLE AMP	172 000
D4 IMMOBILIER	9 166
Total	327 287

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	19 841
Total	19 841

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
NATIXIS 940 TR 2022	7 990		
SAS LOYER 2022	2 465		
QUADIENT LOYER 2022	1 593		
D4 I APPEL DE FONDS 2022	4 660		
XEROX LOYER 1-2/2022	3 133		
Total	19 841		

Détail des produits constatés d'avance

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	10
Employés	9
Total	19

Selon l'art D.123-200 du code de commerce, le nombre moyen de salariés employés au cours de l'exercice est égal à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'année civile, liés à l'entreprise par un contrat de travail

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

o Hypothèque légale de rang 1 et hypothèque conventionnelle au profit du Crédit Agricole donnée le 14/10/2016 et courant jusqu'au 01/10/2032, fin de remboursement de l'emprunt. Cet emprunt d'un montant initial de 1 050k est en cours au 31/12/2021 pour 791k€

o Une promesse d'affectation hypothécaire au profit du Crédit Agricole compte tenu d'un crédit de 300k€ octroyé le 12/07/2017 pour lequel l'en cours au 31/12/2021 s'élève à 178,6k€

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

ADIL 13
Association loi de 1901
Siège social : 15, Avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE
SIRET : 444 149 645

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos au 31/12/2021



Groupe Trial Marseille Provence
2 rue Odette JASSE
13015 MARSEILLE
Inscrite à la CRCC d'Aix-Marseille
Sous le numéro 4100088664

Mme Annie MARTINEZ
Associée
Inscrite à la CRCC d'Aix-Marseille
Sous le numéro 6001098

ADIL 13
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATIONS SUR LE LOGEMENT
Siège social : 15, Avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE

SIREN : 444 149 645

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée Générale d'approbation des comptes
De l'exercice clos au 31/12/2021

Mesdames , Messieurs les Adhérents ,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Marseille, le 16 juin 2022

Le Commissaire aux comptes
Groupe Trial Marseille Provence
Annie Martinez

Signé électroniquement le 16/06/2022 par
Annie Martinez



Le rapport du trésorier

Le rapport du trésorier

Le bilan

Les chiffres clés du bilan arrêté au 31 décembre 2021 sont les suivants :

a) A l'actif

Les valeurs immobilisées s'établissent à 1 194 264 €, et représentent les valeurs nettes au 31 décembre 2021 des investissements en matériel et en mobilier réalisés par l'association.

Les subventions, participations et autres produits restant à recevoir en fin d'année s'établissent à 291 262 €.

La trésorerie disponible s'établit à 1 691 280 € à fin 2021 dont 150 000 € sur comptes titres non bloqués.

b) Au passif

Les fonds propres de l'association s'établissent à 1 824 936 € dont :

- 763 327 € de réserve de trésorerie,
- 306 410 € de réserve d'investissement,
- 652 670 € de report à nouveau,
- 102 529 € de résultat excédentaire en 2021.

Les dettes de fonctionnement s'établissent à 1 294 697 € et correspondent pour l'essentiel :

- Au capital restant dû de l'emprunt contracté pour financer l'opération d'acquisition amélioration des locaux à hauteur de 969 770 €,
- Aux factures non parvenues au 31 décembre 2021 pour 58 783 €,
- Ainsi qu'aux charges sociales et fiscales de fin d'exercice pour un montant de 263 457 €.

Le compte de résultat de l'année 2021

a) Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement de l'ADIL13 s'établissent à 2 094 766 € en 2021, ils comprennent les subventions de fonctionnement, les participations des adhérents ainsi que les recettes liées à l'activité formation.

b) Les charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement (après engagement à réaliser) en progression de 13.88 % par rapport à l'exercice comptable 2020 s'établissent à 1 992 236 €.

Sur ce total :

- Les autres charges de fonctionnement (achats et services extérieurs) représentent 363 278 € soit 18.23 % des charges totales. Elles sont globalement en progression de 13.83 % par rapport à l'exercice 2020,
- La fiscalité (taxe sur les salaires et participation à la formation professionnelle continue) représente 92 313 € soit 4.63 % des charges totales,
- Les charges de personnel (salaires et charges sociales) représentent 1 260 571 €, soit 63.27 % des charges totales,
- Les dotations aux amortissements s'établissent à 124 527 € en 2021 contre 102 901 € en 2020,
- Le poste dotations aux provisions sur actif circulants s'établit à 65 347 € en 2021.

c) Le résultat de l'exercice 2021 s'établit en un excédent de 102 529 € que nous vous proposons d'affecter en réserve d'investissement.

Budget prévisionnel 2022

Budget prévisionnel 2022



Dépenses	ADMINISTRATION / CONSEIL JURIDIQUE	SPPEH		MISSION LHI	MISSION PEL	Etudes spécifiques habitat	Observatoire des Charges de Copropriété	Observatoire des Loyers	PDALHPD		Total
		SARE	NUMERO UNIQUE								
Clé de répartition analytique des dépenses (pourcentage d'activité d'après ETP mobilisé)	61,5%	5,1%	3,9%	4,2%	9,3%	4,0%	1,6%	5,3%	3,8%	1,3%	100,0%
		84,0%					14,7%			1,3%	
60 - ACHATS	14 105	816	624	672	1 488	840	336	1 113	798	208	21 000
		1 440			17 705		3 087		208		
Essence	4 265					200	80	265	190		5 000
Fournitures non stockables-eau	3 075	255	195	210	465	200	80	265	190	65	5 000
Fournit entretien petit éqipt	1 845	153	117	126	279	120	48	159	114	39	3 000
Fournitures administratives	4 920	408	312	336	744	320	128	424	304	104	8 000
61 - SERVICES EXTERIEURS	173 844	13 535	4 318	7 393	16 368	6 440	3 008	84 169	6 117	1 808	317 000
		17 853			215 458		99 734		1 808		
Services extérieurs	30 000	5 000						75 000			110 000
Locations immobilières	-	-	-				-				
Locations copieurs	14 100			840	1 860	800	320	1 060	760	260	20 000
Locations véhicules	15 000										15 000
Locations machine à affrandhir	2 326			139	307	132	53	175	125	43	3 300
Locations SAS	1 568	128	98	105	233	100	40	133	95		2 500
Locations office 365	4 305	357	273	294	651	280	112	371	266	91	7 000
Locations adobe + hebergement site web	493	41	31	34	74	32	13	42	30	10	800
Locations parking	20 104			1 176	2 604	1 120	448	1 484	1 064		28 000
Charges locatives et copropr.	9 225	765	585	630	1 395	600	240	795	570	195	15 000
Entretien et réparations	615	51	39	42	93	40	16	53	38	13	1 000
Entretien des locaux	9 225	765	585	630	1 395	600	240	795	570	195	15 000
Entretien des véhicules	3 590			210	465	200	80	265	190		5 000
Assistance informatique	22 591	5 000	1 615	1 739	3 850	1 656	662	2 194	1 573	520	41 400
Maintenance copieurs	6 345			378	837	360	144	477	342	117	9 000
Primes d'assurances	7 995	663	507	546	1 209	520	208	689	494	169	13 000
Etudes	11 172						192	636			12 000
Documentation générale	2 000										2 000
Presse	2 000										2 000
Documentation juridique	11 190	765	585	630	1 395		240			195	15 000
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	125 217	5 917	1 365	2 436	5 394	2 320	928	3 074	2 204	645	149 500
		7 282			140 329		8 526		645		
Honoraires / Prestations externes	47 500	2 500									50 000
Annonces et insertions	4 745	255									5 000
Foires et expositions	15 184	816									16 000
Catalogues et imprimés	6 643	357									7 000
Frais de stationnement	2 154			126	279	120	48	159	114		3 000
Déplacement du personnel	2 115			126	279	120	48	159	114	39	3 000
Indemnités kilométriques	1 436			84	186	80	32	106	76		2 000
Indemnités de transport	2 616	204		168	372	160	64	212	152	52	4 000
Péages	2 154			126	279	120	48	159	114		3 000
Missions / Réceptions	7 100										7 100
Affranchissement	5 640			336	744	320	128	424	304	104	8 000
Téléphonie	9 230	765	585	630	1 395	600	240	795	570	190	15 000
Internet	12 300	1 020	780	840	1 860	800	320	1 060	760	260	20 000
Services bancaires et assimilé	2 400										2 400
Concours divers (cotisations,)	4 000										4 000
63 - IMPOTS TAXES ET VERS ASSIMILES	64 490	4 100	2 810	3 950	8 400	3 200	1 600	4 700	4 370	1 180	98 800
		6 910			83 750		13 870		1 180		
Impôts et taxe sur les salaires	54 050	3 400	2 300	3 300	7 000	2 700	1 350	3 900	3 700	1 000	82 700
Format Professionnelle continu	6 670	400	280	400	850	300	150	500	450	100	10 100
Taxes foncières	3 770	300	230	250	550	200	100	300	220	80	6 000
64 - CHARGES DE PERSONNEL	901 350	60 500	40 400	55 200	119 400	46 400	22 500	66 100	61 150	16 000	1 389 000
		100 900			1 176 850		196 150		16 000		
Rémunérations du personnel	597 700	39 700	26 000	36 500	78 600	30 000	15 000	43 500	41 000	11 000	919 000
Charges sociales	276 900	19 000	13 000	17 200	37 400	15 000	7 000	20 700	18 800	5 000	430 000
Versement autre oeuvre sociale	26 750	1 800	1 400	1 500	3 400	1 400	500	1 900	1 350		40 000
66 - 67 68 - CHARGES FI , EXCEPT, DOTATIONS AMT.	89 994	6 132	5 483	5 349	10 950	3 800	1 628	5 844	5 361	159	134 700
		11 615			117 908		16 633		159		
Intérêts des emprunts	9 054	740	566	609	1 349	580	232	769	551	50	14 500
Dot.amort. Immob incorporelles	13 742		558								14 300
Dot. amort. Immob corporelles	67 198	5 392	4 359	4 740	9 601	3 220	1 396	5 075	4 810	109	105 900
Dot. Prov créances / charges sur exercices antérieurs	-	-	-				-				
6 - TOTAL CHARGES avant Engagements à réaliser	1 369 000	91 000	55 000	75 000	162 000	63 000	30 000	165 000	80 000	20 000	2 110 000
		146 000			1 752 000		338 000		20 000		
Engagements à réaliser sur subventions attribuées											
6 - TOTAL CHARGES après Engagements à réaliser	1 369 000	91 000	55 000	75 000	162 000	63 000	30 000	165 000	80 000	20 000	2 110 000
		146 000			1 752 000		338 000		20 000		
REPARTITION DES ETP MOBILISES	13,54	1,12	0,85	0,93	2,05	0,88	0,35	1,16	0,84	0,28	22,00
		1,97									
		18,49					3,23			0,28	

Budget prévisionnel 2022

Pôle
« Conseil juridique »

Pôle
« Études et observation »

Pôle
« Formation »

ADMINISTRATION / CONSEIL JURIDIQUE	SPPEH		MISSION LHI	MISSION PEL	Etudes spécifiques habitat	Observatoire des Charges de Copropriété	Observatoire des Loyers	PDALHPD	Total
	SARE	NUMERO UNIQUE							

Recettes

Collège 1 / Offreurs de biens et services	260 374	0	0	0	0	5 000	10 000	0	0		275 374
		260 374					15 000				
13 HABITAT	1 545										1 545
Action Logement	200 000										200 000
ARHLM PACA Corse	773										773
Barreau d'Aix-en-Provence	1 545										1 545
Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse	1 545										1 545
CGLLS Caisse de Garantie du Logement Locatif Social	28 700					5 000					33 700
Chambre des Notaires des Bouches-du-Rhône	1 545										1 545
Chambre Syndicale des Propr. et Copropr. des Bouches-du-Rhône	1 545										1 545
Crédit Agricole Alpes Provence	1 545										1 545
ERILIA	1 545										1 545
FACONEO	1 545										1 545
Fédération des Promoteurs Immobiliers Provence (FPI)	773										773
FNAIM des Bouches-du-Rhône	1 545						5 000				6 545
Habitat Marseille Provence	1 545										1 545
Pôle Habitat FFB	773										773
Logirem	1 545										1 545
CDC Habitat Social	1 545										1 545
Pays d'Aix Habitat	1 545										1 545
SACOGIVA	1 545										1 545
SEMEPA-EPAGE-SPLA	1 545										1 545
SEMISAP	1 545										1 545
SEMIVIM	1 545										1 545
Syndec	1 545										1 545
UNIS	1 545						5 000				6 545
Collège 2 / Représentants des consommateurs et des usagers	1 617										1 617
		1 617									
ADAI	77										77
ADAMAL	77										77
ADRIIM	77										77
ALEC Métropole Marseillaise	77										77
ARS	77										77
ASMAJ	77										77
Association Logement Pays d'Aix	77										77
Compagnons Bâisseurs	77										77
Confédération Consommation Logement et Cadre de Vie	77										77
Confédération Générale du Logement	77										77
Confédération Nationale du Logement	77										77
Economie Sociale et Familiale Services	77										77
Fondation Abbé Pierre	77										77
GCS GALILE	77										77
Handitait	77										77
La Chaumière	77										77
Soliha Provence	77										77
UDAF 13	77										77
UFC Que Choisir Marseille	77										77
UFC Que Choisir Martigues Etang de Berre	77										77
Union Départementale CCAS	77										77
Collège 3 / Pouvoirs publics et organismes à but non lucratif	1 100 850	91 000	55 000	75 000	111 000	35 000	20 000	165 000	80 000	-	1 732 850
		146 000									
				1 432 850					300 000		
Agence Régionale de Santé PACA	-			15 000							15 000
AMP _Métropole Aix-Marseille-Provence HABITAT / DGA DEVELOPPEMENT URBAIN ET STRATEGIE TERRITORIALE	347 250	22 750	15 000	45 000	-	20 000	10 000	50 000	-	-	510 000
AMP _Métropole Aix-Marseille-Provence / ENERGIE / DGA Stratégie environnementale	-	45 500									45 500
Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône	47 000			15 000							62 000
Communauté d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette	16 250					15 000		15 000			46 250
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	497 250	22 750	40 000		37 000				40 000		637 000
Etat	190 000				37 000		10 000	100 000	40 000		377 000
Ville de Châteaurenard	3 100										3 100
Ville de Marseille	-				37 000						37 000
Autres Produits	6 159	-	-	-	-	-	-	-	-	20 000	26 159
										20 000	
Prestations de services (Autofinancement actions)	2 000									20 000	22 000
Produits exceptionnels	-										
Transf charges d'exploitation	4 159										4 159
7 - TOTAL PRODUITS avant utilisations des fonds dédiés	1 369 000	91 000	55 000	75 000	111 000	40 000	30 000	165 000	80 000	20 000	2 036 000
		146 000									
				1 701 000					315 000	20 000	
Utilisations de fonds reportés et de fonds dédiés						23 000					74 000
7 - TOTAL PRODUITS après utilisation des fonds dédiés	1 369 000	91 000	55 000	75 000	162 000	63 000	30 000	165 000	80 000	20 000	2 110 000
		146 000									
				1 752 000					338 000	20 000	

La Présidente
Judith DOSSEMONT

Le trésorier
Didier BERTRAND

